

## ROYAUME DE BELGIQUE.

-----

## KONINKRIJK BELGIE.

-----

## AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

-----

## ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

-----

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 29 juillet 1991, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 1er septembre 1986 relatif aux comptes annuels et aux comptes consolidés des sociétés à portefeuille", et invité, le 4 novembre 1991, par le Ministre des Finances, à lui communiquer cet avis dans un délai ne dépassant pas trois jours, a donné le 7 novembre 1991 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 29 juli 1991 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 september 1986 betreffende de jaarrekening en de geconsolideerde jaarrekening van de portefeuillemaatschappijen", en op 4 november 1991 door de Minister van Financiën van dat advies verzocht binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, heeft op 7 november 1991 het volgend advies gegeven :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'Etat attire l'attention du Gouvernement sur le fait que l'absence du contrôle qu'il appartient au Parlement d'exercer en vertu de la Constitution a pour conséquence que le Gouvernement ne dispose pas de la plénitude de ses compétences. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien des compétences ainsi limitées, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

\*

.../...

Dans le bref délai qui lui est imparti, le Conseil d'Etat doit se limiter à formuler les observations suivantes (1).

### OBSERVATIONS GENERALES.

#### 1. Compétence de l'autorité nationale.

L'arrêté royal en projet, qui règle une matière relevant de l'autorité nationale en vertu de l'article 6, § 1er, VI, alinéa 5, 2°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, trouve sa base juridique dans l'article 73 de la loi du 30 juin 1975 relative au statut des banques, des caisses d'épargne privées et de certains autres intermédiaires financiers.

#### 2. Conformité au droit européen.

Le projet, qui tend à modifier l'arrêté royal du 1er septembre 1986 relatif aux comptes annuels et aux comptes consolidés des sociétés à portefeuille, prévoit qu'en principe, toutes les dispositions de l'arrêté royal du 6 mars 1990 relatif aux comptes consolidés des entreprises, qui constitue le droit commun, seront applicables aux

---

(1) La demande d'avis initiale a été introduite par le Ministre le 29 juillet 1991. Les renseignements ont été demandés le 6 août 1991. Il y a été répondu le 17 et le 22 octobre 1991.

comptes consolidés que les sociétés à portefeuille devront établir et publier.

Le principe est néanmoins assorti de quelques exceptions. Certaines ne sont qu'apparentes puisque le projet contient des dispositions correspondantes. Une exception cependant est réelle : le projet exclut que des sociétés à portefeuille qui ne dépasseraient pas l'une des limites prévues par l'article 9 de l'arrêté royal du 6 mars 1990 soient exemptées d'établir des comptes consolidés (article 6, en projet, de l'arrêté royal du 1er septembre 1986).

Ce régime différencié, et plus strict, pour les sociétés à portefeuille par rapport aux sociétés de droit commun n'est pas incompatible avec la septième directive du Conseil. En effet, en matière d'obligation d'établir des comptes consolidés, celle-ci prévoit différentes exemptions dont la plupart sont laissées à l'appréciation des Etats membres. Il est donc permis de prévoir sur ces points des exigences plus strictes pour les sociétés à portefeuille que celles résultant du droit comptable commun en matière de comptes consolidés.

Une seule exemption prévue par le droit européen s'impose de façon générale aux Etats membres, qui doivent obligatoirement en assurer la transposition en droit interne; cette règle maximale, énoncée à l'article 7 de la septième directive, concerne les entreprises mères de sous-groupes communautaires; transposée en droit belge par l'article 8 de l'arrêté royal du 6 mars 1990, l'exemption sera également applicable aux sociétés à portefeuille, en

.../...

vertu de l'article 6, en projet, conformément à la directive précitée.

L'attribution d'un pouvoir de dérogation à la Commission bancaire et financière prévue par le projet, sur la base de l'article 73, alinéa 2, de la loi du 30 juin 1975, se concilie également avec la septième directive, car, d'une part, celle-ci permet certaines dérogations ou exemptions et, d'autre part, sur certains points, l'arrêté royal du 6 mars 1990 va au-delà des exigences de la septième directive, de sorte qu'une dérogation sur l'un de ces points ne porterait pas préjudice à la directive, conçue comme une réglementation minimum.

Il s'ensuit que l'arrêté en projet est conforme au droit européen et, en particulier, aux directives du Conseil des Communautés européennes en la matière.

#### OBSERVATIONS PARTICULIERES.

##### PREAMBULE.

1. Il convient d'ajouter à l'alinéa 1er :

"... modifiée par les directives du Conseil du 8 novembre 1990 (90/604/CEE et 90/605/CEE);".

2. L'alinéa 5 se réfère à l'arrêté royal du 6 mars 1990 relatif aux comptes consolidés des entreprises.

.../...

Cet arrêté ne constitue pas le fondement légal de l'arrêté et n'est pas modifié par celui-ci. Le fait qu'il y soit fait référence dans l'article 6 ne justifie pas sa mention au préambule.

L'alinéa 5 doit donc être omis.

#### DISPOSITIF.

##### Article 2.

L'article 2 du projet abroge l'article 3 de l'arrêté royal du 1er septembre 1986, aux termes duquel "les comptes annuels (des sociétés à portefeuille) sont présentés en milliers de francs belges. Ils le mentionnent expressément". Toutefois, selon les explications fournies au Conseil d'Etat le 17 octobre 1991, l'intention des auteurs du projet est de ne pas modifier cette règle de présentation uniforme des comptes desdites sociétés. Partant, de l'accord du délégué du ministre, cette disposition abrogatoire doit être omise du projet. En effet, l'application éventuelle de l'article 37, alinéa 2, de l'arrêté royal du 8 octobre 1976 relatif aux comptes annuels des entreprises, qu'exclut expressément l'article 2, en projet, de l'arrêté royal du 1er septembre 1986, ne permettrait pas de régler la matière de façon identique pour l'ensemble des sociétés à portefeuille, comme le souhaite le Gouvernement.

Article 4 (devenant l'article 3).

.../...

Dans l'article 5 en projet, les mots "Sans préjudice de l'article 6 du présent arrêté" sont superflus et doivent être omis.

Article 5 (devenant l'article 4).

L'article serait mieux rédigé comme suit :

"Dans l'article 14 du même arrêté, qui en devient l'article (9) (1), l'alinéa 1er est remplacé par l'alinéa suivant : ... (la suite comme au projet)".

Articles 6 et 7.

1. Les articles 6 et 7 doivent être rédigés sur le modèle du texte proposé pour l'article 5 (devenant l'article 4).

2. Dans l'article 9 en projet (article 6), il faut omettre les mots "du présent arrêté".

3. Dans l'article 10 en projet (article 7), il faut écrire dans le texte français "§ 1er" au lieu de "§ 1" et subdiviser le paragraphe 3 en 1° et 2° au lieu de a et b.

---

(1) Il y a lieu de tenir compte, pour la numérotation des articles, de l'observation faite au sujet de l'article 2, qui aura pour effet de maintenir l'article 3 de l'arrêté royal du 1er septembre 1986.

ST.

- -

L. 21.044/2.

Le texte néerlandais du paragraphe 3, a, devenant 1°, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

-----

.../...

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht van de Regering op het feit dat de ontstentenis van de controle die het Parlement krachtens de Grondwet moet kunnen uitoefenen, tot gevolg heeft dat de Regering niet over de volheid van haar bevoegdheid beschikt. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de Regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

\*

Binnen de korte termijn die hem is toegemeten, moet de Raad van State er zich toe bepalen de volgende opmerkingen te maken (1).

#### ALGEMENE OPMERKINGEN.

##### 1. Bevoegdheid van de nationale overheid.

Het ontworpen koninklijk besluit, dat een aangelegenheid regelt die krachtens artikel 6, § 1, VI, vijfde

---

(1) De oorspronkelijke adviesaanvraag is door de minister ingediend op 29 juli 1991. Nadere inlichtingen zijn gevraagd op 6 augustus 1991. Op 17 en 22 oktober 1991 is erop geantwoord.

lid, 2°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, tot de bevoegdheid van de nationale overheid behoort, heeft als rechtsgrond artikel 73 van de wet van 30 juni 1975 betreffende het statuut van de banken, de private spaarkassen en bepaalde andere financiële instellingen.

## 2. Overeenstemming met het Europese recht.

Het ontwerp dat ertoe strekt het koninklijk besluit van 1 september 1986 betreffende de jaarrekening en de geconsolideerde jaarrekening van de portefeuillemaatschappijen te wijzigen, bepaalt dat in beginsel alle bepalingen van het koninklijk besluit van 6 maart 1990 op de geconsolideerde jaarrekening van de ondernemingen, welk besluit het gemeen recht vormt, van toepassing zullen zijn op de geconsolideerde jaarrekening die de portefeuillemaatschappijen zullen moeten opstellen en openbaar maken.

Op dat beginsel worden echter enkele uitzonderingen gemaakt. Sommige ervan zijn alleen maar schijnbare uitzonderingen aangezien het ontwerp overeenstemmende bepalingen bevat. Eén uitzondering is evenwel een echte uitzondering : het ontwerp sluit uit dat portefeuillemaatschappijen die niet meer dan één van de in artikel 9 van het koninklijk besluit van 6 maart 1990 bepaalde criteria overschrijden, vrijgesteld worden van de verplichting om een geconsolideerde jaarrekening op te stellen (ontworpen artikel 6 van het koninklijk besluit van 1 september 1986).

Die regeling die voor de portefeuillemaatschappijen verschilt van en strenger is dan die voor de gemeen-

rechtelijke vennootschappen, is niet onbestaanbaar met de zevende richtlijn van de Raad. Inzake de verplichting om een geconsolideerde jaarrekening op te stellen voorziet deze immers in verschillende vrijstellingen, waarvan de meeste ter beoordeling aan de Lid-Staten worden overgelaten. Er wordt dus toegestaan in dezen strengere eisen te stellen voor de portefeuillemaatschappijen dan die welke volgen uit het gemeen boekhoudrecht inzake de geconsolideerde jaarrekening.

Eén enkele, door het Europese recht bepaalde vrijstelling wordt de Lid-Staten op algemene wijze opgelegd en moet door deze verplicht worden omgezet in het interne recht; die maximumregel, aangegeven in artikel 7 van de zevende richtlijn, heeft betrekking op de moederondernemingen van deelconcerns uit de Gemeenschappen; de vrijstelling die in het Belgische recht is omgezet door artikel 8 van het koninklijk besluit van 6 maart 1990, zal eveneens, krachtens het ontworpen artikel 6, van toepassing zijn op de portefeuillemaatschappijen, overeenkomstig de vorengenoemde richtlijn.

De door het ontwerp aan de Commissie voor het Bank- en Financiewezen verleende machtiging om afwijkingen toe te staan op grond van artikel 73, tweede lid, van de wet van 30 juni 1975, verdraagt zich eveneens met de zevende richtlijn, want, enerzijds, staat deze bepaalde afwijkingen of vrijstellingen toe en anderzijds gaat het koninklijk besluit van 6 maart 1990, wat bepaalde punten betreft, verder

.../...

dat de voorschriften van de zevende richtlijn, zodat een afwijking op een van die punten niet zou indruisen tegen de richtlijn, welke is opgevat als een minimumregeling.

Daaruit volgt dat het ontworpen besluit overeenstemt met het Europese recht en, in het bijzonder, met de richtlijnen ter zake van de Raad van de Europese Gemeenschappen.

#### BIJZONDERE OPMERKINGEN.

##### AANHEF.

1. Het eerste lid dient te worden aangevuld als volgt :

"... gewijzigd bij de richtlijnen van de Raad van 8 november 1990 (90/604/EEG en 90/605/EEG);".

2. Het vijfde lid verwijst naar het koninklijk besluit van 6 maart 1990 op de geconsolideerde jaarrekening van de ondernemingen. Dat besluit levert niet de rechtsgrond op voor het besluit en wordt er niet door gewijzigd. Het feit dat ernaar wordt verwezen in artikel 6 wettigt de vermelding ervan in de aanhef niet.

Het vijfde lid moet bijgevolg vervallen.

.../...

BEPALEND GEDEELTE.Artikel 2.

Artikel 2 van het ontwerp heft artikel 3 van het koninklijk besluit van 1 september 1986 op, dat luidt als volgt : "De jaarrekening (van de portefeuillemaatschappijen) wordt uitgedrukt in duizenden Belgische franken. Zij vermeldt dat op duidelijke wijze". Naar aan de Raad van State evenwel is medegedeeld op 17 oktober 1991, is het de bedoeling van de stellers van het ontwerp die regel van eenvoudige voorstelling van de rekening van de genoemde maatschappijen niet te wijzigen. Derhalve moet die opheffingsbepaling uit het ontwerp weggelaten worden. De gemachtigde van de Minister is het daarmee eens. Het ontworpen artikel 2 van het koninklijk besluit van 1 september 1986 sluit immers uitdrukkelijk de eventuele toepassing uit van artikel 37, tweede lid, van het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 met betrekking tot de jaarrekening van de ondernemingen. Dat heeft tot gevolg dat het niet mogelijk zou zijn de aangelegenheid op identieke wijze te regelen voor het geheel van de portefeuillemaatschappijen, zoals de Regering dat wenst.

Artikel 4 (dat artikel 3 wordt).

In het ontworpen artikel 5 moeten de woorden "Onverminderd artikel 6 van dit besluit" als overbodig vervallen.

Artikel 5 (dat artikel 4 wordt).

.../...

Het zou beter zijn het artikel als volgt te stellen :

"In artikel 14 van hetzelfde besluit, dat artikel (9) (1) wordt, wordt het eerste lid vervangen door het volgende lid : ... (voorts zoals in het ontwerp)".

#### Artikelen 6 en 7.

1. De artikelen 6 en 7 moeten worden geredigeerd naar het voorbeeld van de tekst die wordt voorgesteld voor artikel 5 (dat artikel 4 wordt).

2. In het ontworpen artikel 9 (artikel 6) moeten de woorden "van dit besluit" vervallen.

3. In het ontworpen artikel 10 (artikel 7), schrijve men in de Franse tekst "§ 1er" in plaats van "§ 1" en dele men paragraaf 3 in in 1° en 2° in plaats van in a en b.

---

(1) Voor de nummering van de artikelen dient rekening te worden gehouden met de opmerking die is gemaakt bij artikel 2 en die tot gevolg zal hebben dat artikel 3 van het koninklijk besluit van 1 september 1986 behouden blijft.

In paragraaf 3, a, dat 1° wordt, schrijve men op de voorlaatste regel "als zodanig" in plaats van "als dusdanig".

-----

.../...

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS,  
de Heren :

président de chambre,  
kamervoorzitter,

Y. BOUCQUEY,  
Y. KREINS,

conseillers d'Etat,  
staatsraden,

Madame : R. DEROY,  
Mevrouw :

greffier,  
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée par M. C. LAMBOTTE, premier référendaire.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld door de H. C. LAMBOTTE, eerste referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DEROY.

J.-J. STRYCKMANS.